

La lutte des classes est mondiale

Le capitalisme règne en maître dans le monde entier. Partout, il exploite les salariés et les met en concurrence. Il fait tout ce qui est possible pour augmenter ses profits. L'affrontement fondamental entre le capital et le travail est la racine de la lutte des classes partout dans le monde. Notre parti est solidaire de ces luttes. Elles contribuent toutes, à leur manière, à modifier le rapport des forces. Quelques exemples récents

Inde: en janvier dix syndicats indiens dont le « Centre of Indians Trade Unions » affilié au Parti Communiste Indien ont appelé à une grève générale. Elle a été suivie par 200 millions de travailleurs sur les 520 millions de salariés que compte le pays. Notons que seulement 7 % relèvent d'entreprises du secteur formel tandis que 62 % sont employés à la journée. Le salaire moyen est de 2 Euros par jours pour 48 heures de travail. En une décennies l'Inde a perdu 11 millions d'emplois et la privatisation quasi totale du secteur médical laisse sans couverture sociale l'immense majorité des travailleurs. La revendication principale des travailleurs indiens est l'augmentation du salaire minimum pour le porter à 18.000 roupies soit 250 Euros. La politique du gouvernement Modi, entièrement dévoué au grand capital indien, est marquée par les privatisations, la liquidation des conquêtes sociales et l'attaque contre les capacités d'actions des syndicats de travailleurs.

Bangladesh: L'économie du Bangladesh repose en grande partie sur l'industrie du textile. Elle travaille pour les plus grandes marques mondiales (H&M, Primark, Walmart, Tesco, Carrefour et Aldi) qui en tirent des profits juteux. Le patronat du Bangladesh exploite de manière cruelle et bestiale des millions de travailleurs, surtout des travailleuses, qui s'usent à la tâche dans des conditions de sécurité qui rappellent les débuts de l'industrialisation. Rappelons-nous, l'incendie dans le quartier de Savar à Dacca qui produisit l'effondrement de l'usine textile de Rana Plaza : l'une des pires catastrophes industrielles au monde, tua plus de 1.130 personnes en avril 2013. A l'époque, cette catastrophe avait ému le monde entier et les grandes marques de textile avaient juré qu'elles seraient attentives à la sécurité des ouvriers et ouvrières. Depuis les larmes ont séchées et l'exploitation capitaliste combinée des grandes marques et des patrons locaux a repris de plus belle. Dans cette situation, les salariés se sont mis en grève, ils ont dressé des barricades sur des grands axes routiers, au bilan plusieurs dizaines d'usines sont à l'arrêt. Le patronat et le gouvernement utilisent la répression pour briser le mouvement mais ils doivent lâcher un peu de lest en espérant diviser les travailleurs. Actuellement les salaires tournent autour de 83

Euros par mois ce qui est insuffisant pour faire vivre une famille. La question des salaires est donc au cœur des luttes en cours.

Tunisie: La grève générale du 17 janvier à l'appel de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens a été massivement suivie. Les travailleurs et la jeunesse ont largement exprimé leur mécontentement au cri de : « FMI, gouvernement dégage ». Soumise aux exigences du FMI dont elle est débitrice et qui exige de tailler dans les salaires, les services et entreprises publiques, le social. La Tunisie a bloqué les négociations salariales. Une partie importante de la jeunesse, y compris diplômée, est au chômage et souvent contrainte à l'exil. Le tout tourisme, comme le textile qui sont les pivots du capitalisme tunisien sont en déclin tandis que l'agriculture a été délaissée, du coup le chômage et la paupérisation s'accroissent. La révolte des laissés pour compte avait précipité la chute de la dictature de ben Ali, mais aujourd'hui, c'est toujours un pouvoir au service du capitalisme.

Afrique du Sud: Ce pays connaît une vague de manifestations contre les licenciements et cela à trois mois des élections générales. Le pays compte 9,3 millions de chômeurs et malgré ses promesses de relance de l'économie Cyril Ramaphosa n'a obtenu aucun résultat sensible. Les entreprises publiques, largement pillées et soumises à une corruption à grande échelle sous la présidence de Jacob Zuma, Président destitué pour cause de corruption, sont en grande difficulté. Si le pays est débarrassé de l'apartheid, la bourgeoisie noire qui s'est développée n'en n'est pas moins guidée par la recherche du profit maximum. Chômage et bas salaires sont à la racine des actions des travailleurs que le syndicat COSATU membre de l'ANC au pouvoir tente de canaliser.

Roumanie: La privatisation des mines et du secteur énergétique par le gouvernement social-démocrate a entraîné une dégradation importante des conditions salariales et de travail des personnels concernés ; En janvier les salariés de la société privatisée CEO ont fait grève massivement pour une augmentation des salaires de 45 %.

Hongrie: Depuis plusieurs semaines des manifestations importantes se déroulent dans les villes hongroises. Le gouvernement dit « populiste » de Horban dont M. le

Pen dit le plus grand bien a mis au point une loi sur les heures supplémentaires. Elle consiste à les porter à 400 heures par an avec un paiement différé à trois ans et encore si la conjoncture le permet. Les syndicats qualifient cette loi d'esclavagiste.

USA: Si des USA nous n'avions comme informations que celles de la politique de Trump on ne saurait oublier que les salariés s'y battent aussi pour de meilleurs salaires, la protection sociale et médicale. Le constat des observateurs c'est que les mouvements sociaux y compris de grève sont en augmentation. Ainsi si en 2017 il y a eu 444.000 journées de grève, elles sont passées à 633.000 en 2018. Notons que les syndicats du continent américain affiliés à la Confédération Syndicale Internationale (CSI) ont publié un communiqué commun condamnant les interventions étrangères dans les affaires intérieures du Venezuela ;

Belgique: Les entreprises belges vont bien en 2017 les 5.000 les plus importantes ont vu leur chiffre d'affaire augmenter de 10 %, avec un bénéfice net en augmentation de 5 %.. Pour les salariés par contre rien ne va. La réforme des retraites a eu pour conséquence de diminuer les pensions, le chômage, en particulier des jeunes, est important et les salaires restent collés au plancher. Dans ces conditions, tous les syndicats belges ont appelé à une grève générale le 13 février. Elle a été particulièrement bien suivie aussi bien dans le secteur public que privé et elle a largement paralysé le pays. La Fédération Générale des Travailleurs Belges (FGTB) réclame des augmentations des salaires et des pensions avec un salaire minimum à 2.300 Euros.

Le Venezuela résiste. Plus de cinquante pays ont décidé d'apporter un soutien au pouvoir républicain légitime. Des milliers d'organisations révolutionnaires, progressistes et démocratiques de par le Monde dénoncent les plans de l'impérialisme US et de ses alliés dont l'Union Européenne et la France font partie.

Ce soutien est absolument nécessaire et doit s'exprimer plus fortement, ce d'autant que les USA ont désigné les deux prochaines cibles : Cuba et le Nicaragua.

Notre parti appelle les travailleurs à se mobiliser en dénonçant les actions impérialistes des USA et en exprimant leur soutien à la République bolivarienne.